

JM Blanquer coincé dans les tuyaux

Au lieu de faire profil bas, JM Blanquer s'obstine à nier toute responsabilité dans les pannes informatiques du 6 avril. Le ministre a perdu la bataille de la crédibilité chez les enseignants. Il l'a aussi perdu sur la scène politique comme le montrent les échanges au Sénat le 7 avril.



Il est vrai que la journée du 7 avril a vu , elle aussi, des ralentissements et des problèmes d'accès sur les mêmes sites, même si le site Ma classe à la maison du Cned annonce 800 000 connexions le 7 avril, soit le double du 6 avril.

Interrogé le 7 avril par le sénateur Lafon (centriste), JM Blanquer dit que "l'éducation nationale est responsable des contenus. Les tuyaux relèvent d'autres compétences", formule qui n'est pas vraie pour le Cned, qui est un opérateur de l'Education nationale.

Pour les ENT le ministre reconnaît qu'ils "n'ont pas pu supporter un afflux immédiat de millions d'élèves alors même qu'on a eu une interlocution avec les régions qui nous ont assuré qu'elles étaient préparées". Par contre pour les sites du CNED ce n'est pas l'afflux des élèves mais "une cyber attaque depuis l'hexagone et l'étranger". Interrogé encore par le sénateur Le Gleut (LR), JM BLanquer s'emporte. "Votre boutade sur les cyberattaques russes montrent que vous ne connaissez pas le sujet... C'est antipatriotique de nier ce qui s'est passé de positif. Ce qui n'a pas marché c'est les tuyaux. Ces tuyaux ne sont pas de la compétence de l'Education nationale. Cela relève des régions".

Ces propos valent à JM Blanquer une réponse cinglante du sénateur Le Gleut. "Votre réponse ne convainc personne. Le président de la République a dit aux députés LREM d'être fiers d'être des amateurs. Ce soir vous devez être fier de vous".

Opérateur du ministère, le CNED a porté plainte à propos de ces attaques et répond qu'il "dispose des informations relatives à ces attaques". Alors que Sud lui demande de publier les journaux de connexions, le CNED répond "qu'elle se fera dans le cadre (de l'enquête) aux autorités compétentes". Selon Mediapart, "contrairement aux affirmations du ministre, aucune attaque venue de l'étranger et dirigée contre les serveurs du CNED n'avait été identifiée le 6 avril d'après des sources internes au Secrétariat général de la défense et de la sécurité nationale".

F Jarraud

